

Commission : Cour de Justice de l'UE

Problématique : UE 2030 objectif zéro violence : comment éradiquer à échelle européenne les violences de genre, homophobes, xénophobes, racistes et antisémites ?

Auteur : Les Pays Bas. ,

Les Pays-Bas, dont la capitale est Amsterdam, sont un des six membres fondateurs de l'Union européenne, mais ils ont tout de même adopté une position plus pragmatique au début de la construction de celle-ci. La composition du gouvernement actuel est complexe, dirigée par une coalition de partis politiques, avec comme premier ministre Mark Rutte, depuis le 14 octobre 2010, membre du parti populaire promouvant la liberté et la démocratie. Petits mais costauds, avec un PIB supérieur à 941 milliards d'euros, les Pays-Bas sont désormais la 17e économie mondiale et la 5e de l'Union européenne. En 2019, les Pays-Bas comptent 17,4 millions d'habitants, sur un territoire de 41 543 km², soit 418,84 habitants par km. Malgré sa petite taille en termes de territoires, les Pays-Bas s'avèrent une économie attractive grâce à sa position géographique stratégique faisant du pays une véritable « porte de l'Europe » vers les principaux marchés européens. D'autant plus, le pays connaît un environnement stable, notre pays se classait au 4e rang mondial comme l'économie la plus compétitive. Les Pays-Bas sont confrontés à diverses problématiques, parmi lesquelles figurent les enjeux liés à la migration et à l'intégration, la durabilité environnementale et la participation active au sein de l'Union européenne.

Des enjeux nationaux concernant notre pays, la problématique de la migration et de l'intégration est d'une importance capitale pour les Pays-Bas. Notre pays fait face à des défis en matière d'intégration des communautés immigrées, ainsi qu'à des questions complexes relatives à la politique d'asile et à la gestion des flux migratoires. L'intégration des immigrants est devenue un enjeu majeur, car elle affecte non seulement la vie quotidienne des immigrants, mais aussi le dynamisme économique et la stabilité sociale du pays dans son ensemble. Parallèlement à ces défis, la politique d'asile et la gestion des flux migratoires posent également des questions complexes. Les Pays-Bas sont souvent considérés comme un point d'entrée majeur pour les migrants en Europe, ce qui place une pression significative sur les capacités d'accueil et les ressources disponibles. La nécessité de concilier les impératifs humanitaires avec les préoccupations en matière de sécurité nationale et de contrôle des frontières crée un équilibre délicat pour le gouvernement et la société néerlandaise dans son ensemble.

De plus, les enjeux environnementaux, tels que la lutte contre le changement climatique et la transition vers une économie plus durable, sont des priorités nationales. En tant que pays à faible altitude et fortement urbanisé, les Pays-Bas sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique, tels que l'élévation du niveau de la mer et les événements météorologiques extrêmes. La transition vers une économie bas carbone et résiliente revêt une importance cruciale pour assurer la sécurité et le bien-être à long terme de la population néerlandaise.

Des solutions et des propositions sont mises en place pour l'avenir; les Pays-Bas ont ratifié plusieurs actes juridiques internationaux concernant les droits des migrants et des réfugiés, tout en mettant en place des politiques nationales visant à faciliter l'intégration et à garantir l'accès aux services essentiels. En ce qui concerne l'Union européenne, nous soutenons les initiatives visant à renforcer la coopération en matière de gestion des frontières et de partage des responsabilités.

Nous proposons également d'explorer de nouvelles solutions, telles que l'investissement dans l'éducation et la formation professionnelle des migrants, ainsi que la promotion de la diversité et de l'inclusion dans tous les secteurs de la société.

En conclusion, les Pays-Bas restent engagés envers une approche équilibrée et constructive des questions de migration et d'intégration, tout en favorisant une coopération européenne efficace. Notre position reflète notre engagement envers les valeurs démocratiques et les droits de l'homme, tout en tenant compte des réalités nationales et internationales. En tant que pays europhile, nous continuerons à œuvrer pour une Europe unie et prospère, tout en protégeant les intérêts de nos citoyens.